

PANORAMA

OFAJ
DFJW

**Analyses
franco-allemandes
& européennes**

#7

LE DÉFI DES FAKE NEWS

**LES FAKE NEWS:
QUELS DÉFIS
À LA JEUNE GÉNÉRATION
ET À LA FORMATION
DE L'OPINION POLITIQUE ?**

1

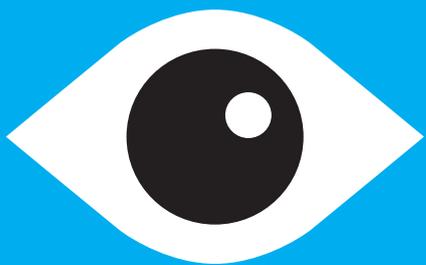
**Qui ?
Les acteurs des fake news**

2

**Fake News:
les raisons d'un succès**

3

Un danger pour la démocratie ?



L'ESSENTIEL L'ESSENTIEL **L'ESSENTIEL** L'ESSENTIEL L'ESSENTIEL

Le nouveau paysage médiatique est propice à la diffusion de fake news

Depuis toujours, la désinformation joue un rôle important en politique. Ce qui est nouveau, c'est son **utilisation massive sur les médias sociaux**, qui servent de canal principal pour la jeune génération. Les médias sociaux se prêtent parfaitement à la diffusion de fausses informations – parfois de manière non intentionnelle. Celles-ci sont parfois délibérément manipulées pour déstabiliser un pouvoir politique.

Les tendances sociales favorisent la désinformation

Comment les personnes qui produisent des fake news peuvent-elles connaître un tel succès? En plus des conditions technologiques, ce sont les tendances sociologiques qui favorisent la diffusion de telles informations. L'intolérance, le narcissisme, l'identification à des célébrités et la recherche de vérités « alternatives » découlent d'une **méfiance à l'égard des discours institutionnels**: voici ce que l'on observe surtout chez les jeunes ayant un faible niveau d'études.

Les régimes autoritaires utilisent systématiquement les fake news comme instrument

Dans les régimes autoritaires, les administrations publiques produisent des discours fallacieux afin de donner une image positive du régime en place, de **déstabiliser les démocraties** et minimiser les informations défavorables au régime en relayant massivement des informations inventées de toutes pièces. En dehors des canaux officiels, les régimes autoritaires, notamment la Russie, diffusent de **fausses informations grâce à des « usines à trolls »**. Les internautes sensibles aux théories du complot, au sensationnel et aux messages de haine diffusent ces contenus à grande échelle.

Les fake news menacent les élections et la démocratie en Europe

Les manipulations, les croyances irrationnelles et les falsifications nuisent aux principes de rationalité, de liberté de choix et de souveraineté – qui sont des piliers de la démocratie – des personnes qui ont le droit de vote. La Russie avait ainsi annoncé qu'elle s'immiscerait dans les élections européennes de 2024. Paris et Berlin s'unissent pour mettre en garde contre la **désinformation** menée par le régime de Poutine, dont l'objectif est de renforcer **les désaccords et les fractures au sein des sociétés**. Parallèlement, on observe des prises de position clairement pro-russes de la part de partis favorables au Kremlin qui se positionnent pour les élections européennes.

Les États et les sociétés occidentales doivent se défendre contre les manipulations

Contre le pouvoir des fake news, les démocraties devraient prendre quatre mesures: premièrement, elles devraient **adopter des lois** pour freiner et punir la diffusion de fake news. Deuxièmement, les gouvernements **doivent responsabiliser** davantage les géants de la technologie et les réseaux sociaux. Troisièmement, il est nécessaire de développer, dans la démocratie, une **information accessible** à un public plus jeune, afin d'éviter que cette jeunesse ne soit abandonnée aux théories du complot et aux déstabilisations extérieures. Enfin, les démocraties occidentales doivent faire face aux problèmes structurels de leurs **systèmes éducatifs**.

Introduction

Les fausses informations sont devenues courantes, disséminées par de nouveaux médias décentralisés, interactifs et en réseaux.

Si 71 % des «jeunes» de 18 à 34 ans, en France, se disent très intéressés par l'actualité,¹ ils ne sont que quatre sur dix dans la tranche 18-24 ans.² Surtout, les plus jeunes s'informent essentiellement, voire quasi exclusivement par l'intermédiaire des réseaux sociaux, notamment via leur smartphone.³ La jeunesse européenne semble faire confiance davantage aux réseaux sociaux qu'aux médias traditionnels (presse écrite, grandes chaînes télévisées d'information), soupçonnés de véhiculer des messages institutionnels, convenus ou manipulateurs. Ces tendances se retrouvent généralement dans l'ensemble des pays européens: on les retrouve, certes avec quelques variantes, sur le continent et au Royaume-Uni.⁴ On connaît les principales applications utilisées: WhatsApp, Instagram, Snapchat, YouTube, Facebook, Tik Tok...⁵ Elles sont parfois différentes hors du monde occidental: VKontakt (VK) en Russie, WeChat, Tencent QQ, Weibo ou Douyin en Chine, Namu Wiki en Corée du Sud, LINE au Japon...

Le monde de l'information moderne – y compris donc avec ses fake news – a désormais son jargon spécifique. On parle de «post-vérité» pour qualifier une époque où la véracité d'une information importe moins que l'effet immédiat qu'elle exerce sur les publics qui la reçoivent.⁶ On évoque des stratégies d'influence de la part d'États tentés d'utiliser ces nouveaux médias, voire ces contre-vérités, pour défendre leurs intérêts et déstabiliser les rivaux.⁷ On appelle *sharp power*⁸ cette capacité des régimes autoritaires à exploiter les failles des sociétés ouvertes, en y diffusant des messages trompeurs, agressifs et subversifs dans les pays démocratiques, sans risque de représailles puisqu'eux-mêmes contrôlent strictement toute expression publique à domicile. On dénonce les «bots» ou les «trolls», ces émetteurs robotiques ou humains chargés d'inonder Internet avec de fausses informations, pour des raisons et sous des modalités diverses, sur lesquelles nous reviendrons.

À plusieurs reprises, les réseaux sociaux ont été pointés du doigt pour leur rôle suspecté dans la manipulation de l'opinion publique avant une consultation électorale. Ce fut particulièrement le cas lors de la campagne qui a précédé le référendum britannique sur le Brexit en 2016

et, à la fin de la même année, lors de la campagne présidentielle américaine qui a abouti à la victoire de Donald Trump en novembre. On craint aujourd'hui de nouvelles entreprises de fake news à l'approche des élections européennes de juin 2024, et lors d'autres échéances (l'année 2024 est particulièrement dense en scrutins électoraux, puisque plus d'une soixantaine de pays seront allés aux urnes, depuis Taïwan en janvier jusqu'aux États-Unis en novembre, en passant par l'Inde, le Pakistan, la Russie, l'Iran, le Royaume-Uni, la Corée du Sud...), soit au final la moitié de la population mondiale.

Les élections européennes focalisent particulièrement l'attention sur le Vieux Continent. Les menaces d'ingérence électorale proférées depuis Moscou par l'ancien président Medvedev (*voir supra*), les discours combatifs de la rédactrice en chef de la chaîne russe RT (anciennement *Russia Today*), Margarita Simonian, sur la guerre informationnelle, croissants au début de l'année 2024, semblent indiquer que la tension augmente. Paris et Berlin ont ensemble mis en garde contre la désinformation russe, et en février, la DGSJ française (Direction Générale de la Sécurité Intérieure) rendait publiques (dans une note de sa directrice Céline Berthon) ses craintes de «modes opératoires alternatifs mobilisant des réseaux de «proxies» (ou intermédiaires). L'objectif? «Amplifier les dissensions et fractures internes à la société – tous sujets confondus (réforme des retraites, prise de position dans le conflit israélo-palestinien, dénigrement des JO 2024, etc.), soutenir les intérêts de la Russie en dénonçant la politique étrangère de la France, sans exclure «des actions subversives» y compris violentes (dégradation de biens publics, agressions physiques, notamment à l'encontre de ressortissants ukrainiens ou de dissidents russes, etc.)».



1. Ministère de la culture. (Juillet 2018). «Les jeunes et l'information: une étude du ministère de la Culture vient éclairer les comportements des jeunes en matière d'accès à l'information.».

2. CIDJ. (Février 2023). «Les jeunes s'informent-ils encore en 2023?».

3. voir note 1.

4. Ofcom. (Juillet 2022). «News Consumption in the UK Overview of findings 2022.».

5. Voir aussi: Figure 5 «Comment vous informez-vous de manière active sur l'actualité et les sujets politiques?» In. Hartlapp, M. (2023). «Participation politique: trop peu d'influence, trop peu de participation.» In. *L'étude franco-allemande sur la jeunesse. Retour vers le futur.* (p. 21.)

6. Farkas, J. & Schou, J. (2019). *Post-Truth, Fake News and Democracy: Mapping the Politics of Falsehood.* Routledge.

7. Charillon, F. (2022). *Guerres d'influence. Les Etats à la conquête des esprits.* Odile Jacob.

8. Walker, Ch. & Ludwig J. (16 Novembre 2017). «The Meaning of Sharp Power: How Authoritarian States Project Influence.» *Foreign Affairs.*

Dans le même temps, on note un soutien assumé de la part des partis favorables au Kremlin, qui se positionnent comme des alternatives pour une nouvelle Europe en vue des élections européennes. En Allemagne, l'AfD (Alternative für Deutschland – Alternative pour l'Allemagne) s'oppose aux sanctions occidentales imposées à la Russie et se voit accusée par le ministre de l'Économie et de la Protection du climat, Robert Habeck, de vouloir transformer le pays « en un État comme la Russie » (dans un entretien avec l'hebdomadaire *Stern*). En France, la tête de liste du Rassemblement National aux élections européennes, Jordan Bardella, dont le parti s'est plusieurs fois opposé à des critiques contre Moscou au Parlement Européen, dénonce une « russophobie » française. Plu-

sieurs commissions d'enquête parlementaire, en France, se penchaient en ce début d'année 2024 sur les possibles intrusions et « guerres informationnelles » russes (et autres) dans la campagne européenne, notamment au Sénat.⁹ De nombreux livres parus en ce même début d'année traitaient également de la question.¹⁰

Qui entretient ce phénomène, pour en faire quoi, avec quel impact sur le public des démocraties et notamment sur leur jeunesse ? Et comment lutter contre les dangers ainsi encourus ?

9. Direct Sénat. (29 février 2014). « La guerre informationnelle : auditions de D. Colon, N. Tenzer & F. Charillon ».

10. Tenzer, N. (2024). *Notre guerre*. L'Observatoire.

Vidal, E. (2024). *La fascination russe*. Robert Laffont.

Jauvert, V. (2024). *A la solde de Moscou*. Seuil.

1

Qui ?

Les acteurs des fake news

Tout acteur, même un simple citoyen, peut en soi produire des fake news. Certaines sont anodines (pour se mettre en valeur par exemple), d'autres susceptibles de nuire à des personnes privées, d'autres enfin, si elles sont diffusées largement, de produire des mobilisations ou réactions politiques. Les smartphones, leurs applications de montage photo, son ou vidéo toujours plus sophistiquées, rendent cette tâche chaque année plus facile. Le phénomène consistant à produire des informations erronées est connu depuis plus longtemps encore de la grande industrie, à travers les publicités trompeuses sur les bienfaits d'un cosmétique, d'un médicament, d'une lessive, d'un outil, d'un aliment. Même soumis à un contrôle plus strict aujourd'hui, le message publicitaire mensonger perdure, utilisant lui aussi les modes du moment, par exemple les « influenceurs » qui développent leurs chaînes entre autres sur YouTube – « YouTubeurs », pour vanter les mérites d'un produit que ledit « influenceur » n'aura bien évidemment jamais essayé lui-même.

L'utilisation politique

Mais intéressons-nous plus spécifiquement à l'utilisation politique des fake news. Là encore, son existence n'est pas récente, ni en démocratie, ni en régime autoritaire. En régime autoritaire, la propagande est un sujet connu, consistant à annihiler toute capacité critique, à produire du réflexe automatique, pour aduler un leader, se sacrifier pour un pays, ou haïr un adversaire.¹¹ En démocratie, les campagnes électorales ont leurs lots de promesses intenables, de comparatifs biaisés, de chiffres fantaisistes. Mais dans ce dernier cas, une caractéristique frappe: celui ou celle qui émet ces propositions tronquées les assume pleinement, les exprime lui-même ou elle-même, et devra, en cas de victoire, s'en expliquer plus tard. Nous sommes donc là davantage sur le terrain de la fausse promesse, ou de l'accusation calomnieuse.

L'utilisation politique internationale

Passons maintenant à la politique internationale. Nous nous rapprochons alors un peu plus de nos fake news contemporaines, avec le phénomène, ancien lui aussi, de la guerre psychologique, ou des « PsyOps » (*Psychological Operations*) dans le jargon des études sur les questions stratégiques. Ce phénomène a longtemps consisté à diffuser des informations erronées de nature à affaiblir l'adversaire, sa crédibilité auprès des opinions, et la motivation de sa population. Pendant la guerre froide, l'URSS en a fourni plusieurs exemples. Outre la création de récits héroïques autour de ses propres dirigeants et de ses réalisations scientifiques et technologiques, on a compté de nombreuses campagnes de rumeurs. Moscou a prétendu que les ambassades américaines à l'étranger dissimulaient des microphones pour enregistrer la population; que les États-Unis avaient empoisonné l'eau potable dans des pays alliés; de faux documents (lettres, rapports, photographies...) étaient censés prouver des crimes américains (ainsi des expériences médicales sur des prisonniers de guerre); l'une des plus célèbres campagnes, connue sous le nom de « Infektion », avançait dans les années 1980 que le virus du sida avait été créé par des scientifiques américains dans le but de détruire les populations africaines et homosexuelles.¹²

Ces pratiques n'ont pas commencé avec la guerre froide, n'ont pas cessé avec elles, et les démocraties y ont également pris leur part. On pourrait remonter à la période coloniale,¹³ avec ses récits justifiant la colonisation par des arguments idéologiques sur la nécessité de « civiliser », par un exotisme (comme l'orientalisme) et ses images, stimulant l'intérêt du public européen pour la colonisation par des narratifs romantiques, par des théories raciales prétendant à l'infériorité de certaines races, ou par des manipulations de l'histoire légitimant une présence nécessaire, minimisant l'existence d'une culture indigène ou encourageant les divisions entre les communautés autochtones pour affaiblir les mouvements de résistance.

On peut encore citer l'une des fake news les plus célèbres de l'histoire, qui a souvent nourri des théories du complot, faisant croire à l'action de mystérieuses forces concertées: la publication en 1903 du « Protocole des Sages de Sion »,

11. Snow, N., Baines, P. & al., (2019). *The SAGE Handbook of Propaganda*. Sage.

12. Ebon, M. (1987). *The Soviet Propaganda Machine*. McGraw-Hill. Thomas, E. (2016). *Illusions d'Empire*. Les Echappés.

13. Bancel, N., & al. (2022). *Colonisation et propagande. Le pouvoir de l'image*. Cherche Midi.

conçu par les services secrets du tsar en Russie, prétendant démontrer un plan des leaders juifs pour dominer le monde. Plus près de nous, on se souvient des affirmations de la Maison Blanche, ou du Premier ministre britannique Tony Blair, selon lesquelles l'Irak de Saddam Hussein possédait des armes de destruction massive, servant ainsi de justification à l'invasion de l'Irak en 2003. L'ancien Secrétaire d'État Colin Powell, qui a participé à ces affirmations y compris devant les Nations Unies, a exprimé ses regrets ensuite,¹⁴ parlant d'une « tache » sur son parcours.



Le cas des régimes autoritaires

Aujourd'hui les fake news sont produites et diffusées par des acteurs plus nombreux que les seuls États, même si ces derniers sont bien sûr toujours de la partie. En régime autoritaire, des administrations entières sont mobilisées pour produire du discours tronqué, avec plusieurs objectifs: fabriquer des informations favorables au régime au pouvoir et à la politique qu'il mène; produire des informations déstabilisantes pour les sociétés démocratiques rivales; noyer les informations gênantes pour un régime autoritaire sous un flot de multiples autres informations fantaisistes, afin de créer une confusion visant à installer l'idée que rien n'est sûr ni vérifiable, que toutes les vérités sont relatives. Dans un ouvrage consacré à la chaîne russe *RT* (anciennement *Russia Today*), Maxime Audinet a disséqué les méthodes ainsi mises en œuvre: un décalage assumé par rapport aux médias *mainstream*; un relativisme permanent qui présente toute vérité comme celle d'un camp (notamment celui d'un Occident arrogant) et non comme une réalité objective; un ton délibérément empreint de satire et d'ironie, pour le plus grand bonheur d'un public jeune ou amer. Le sérieux et le vrai y deviennent suspects, la contestation, la démonstration des failles des sociétés démocratiques y triomphent sur fond d'éloge du souverainisme voire du nationalisme.¹⁵

En deuxième niveau, des relais aux discours d'État sont mis en œuvre, cette fois de façon discrète, hors des programmes: ainsi les fameuses « usines à trolls » russes,¹⁶ où de nombreux rédacteurs sont chargés de produire de fausses informations destinées à devenir virales sur la

toile.¹⁷ En troisième lieu enfin, un public attiré par le conspirationnisme, le sensationnel ou la haine en ligne, fera le reste, en relayant abondamment des éléments destinés justement à exciter leur curiosité, et à leur permettre de se mettre en valeur.¹⁸



Fake news démocratiques ?

En démocratie, les fausses informations existent également. Elles sont souvent produites par des partis prônant un système politique plus autoritaire, et admirateurs des « hommes forts » au pouvoir ailleurs.¹⁹ Nous reviendrons dans la dernière partie sur le cas de Donald Trump aux États-Unis, et la façon dont son intuition du succès de la « post-vérité » a porté atteinte à la démocratie américaine. Elles sont relayées par le phénomène des influenceurs. Car cette attirance d'un certain public pour le conspirationnisme génère une demande, à laquelle va répondre une offre: celle des « influenceurs » spécialisés dans le traitement des fake news, qui deviennent leur véritable matière première et dont ils sont devenus d'importants producteurs. Les « influenceurs » ou célébrités représenteraient ainsi, selon le Oxford Reuters Institute, 20% des publications de fausses nouvelles.

Les « influenceurs » ou célébrités représenteraient 20% des publications de fausses nouvelles.

Source: Oxford Reuters Institute, 2020 ²⁰

14. Powell, C. (2012). *It Worked for Me: In Life and Leadership*. Harper.

15. Audinet, M. (2021). *Russia Today (RT) - Un média d'influence au service de l'Etat russe*. Médias et Humanités.

16. Karpan, A. (2018). *Troll Factories: Russia's Web Brigades*. Greenhaven.

17. Howard, Ph. N. (2020). *Lie Machines: How to Save Democracy from Troll Armies, Deceitful Robots, Junk News Operations, and Political Operatives*. Yale University Press.

18. Voir aussi: Harold, S.W. & al. (2021). *Chinese Disinformation Efforts on Social Media*. Rand Corporation.

19. Ben-Ghiat, R. (2021). *Strongmen: How They Rise, Why They Succeed, How They Fall*. Profile Books.

Enslar, E. (2018). *Strongmen: Trump / Modi / Erdoğan / Duterte / Putin*. OR Books

20. Reuters Institute. (7 avril 2020). « Types, sources and claims of COVID-19 misinformation ».

2

Fake News: les raisons d'un succès

Si l'on sait identifier les producteurs de fausses informations ainsi que leurs objectifs, reste à comprendre pourquoi cette entreprise connaît un tel succès, malgré les contrefeux qui se déploient: initiatives de *fact-checking*, vigilance des médias traditionnels (par des alertes aux fausses informations),²¹ sensibilisation du public, etc. Pourquoi ceux qui veulent déstabiliser, faire taire ou contrôler, ne rencontrent-ils que si peu d'obstacles? Un premier facteur tient à leur maîtrise croissante des moyens de production de fausses informations, encore accrus par les nouvelles technologies. Un second élément d'explication vient des tendances sociologiques du moment: intolérance, narcissisme, identification à des célébrités et quête de vérités alternatives.

Des outils nouveaux

Sur le premier point, comme évoqué *supra*, la rapidité de diffusion offerte par les réseaux sociaux et la facilité de création de contenu accentuée par les nouveaux outils informatiques viennent nourrir la détermination des régimes qui ont déjà une pratique ancienne de l'action psychologique. La prochaine étape, celle du *deep fake*, promet d'être encore plus déstabilisante. Le *deep fake* permet, par une synthèse de plusieurs médias (audio et vidéo) alliés à l'intelligence artificielle, de mettre en scène des personnes réelles – donc également des personnalités politiques ou autres célébrités – avec leurs voix et leurs visages, ce qui permet de leur faire prononcer des discours qu'ils n'ont jamais prononcés. À la rumeur de type «un tel aurait dit cela, s'ajoute donc une supposée preuve par l'image (qui n'en est pas une, puisque fabriquée de toute pièce). Il devient donc possible de produire avec le plus grand réalisme une vidéo montrant une personnalité abonder dans le sens d'un argument, ou d'une puissance étrangère, ou insultant un pays et sa population, ou une catégorie de personnes. Avant même la possibilité de reproduire une voix par intelligence artificielle, un imitateur américain avait fait une démonstration saisissante des dangers du *deep fake*, à partir d'une vidéo de Barack Obama.²² Désormais, il est possible de faire prononcer des textes par des personnages célèbres en reproduisant

leur propre voix,²³ y compris dans des langues qu'ils n'ont jamais parlées.²⁴ On imagine aisément le boulevard qui s'ouvre là pour les entrepreneurs de déstabilisation.



La production de fake news: comment ça marche?

Maîtrise croissante des moyens de production

**Les fausses informations
peuvent être facilement générées
Les nouvelles technologies
rendent leur production plus efficace**



Des tendances sociales

**Intolérance
Narcissisme
Besoin d'identification à des personnalités publiques
Quête de vérités alternatives**



De nouveaux outils

**Deep fake
Intelligence artificielle**

21. Voir La revue de reportages et analyses de fake news / *fact checking* sur le site de *Deutsche Welle*.

22. YouTube. (17. avril 2028). You won't believe what Obama says in this video. BuzzFeedVideo.

23. YouTube. (19 janvier 2021). Comment on a recréé l'appel du 18 juin avec une IA. Le Monde.

24. YouTube (13 septembre 2023). Cette IA permet de faire parler une langue étrangère à n'importe qui. BFM Business.

Quatre tendances sociales

Les tendances sociales du moment, de leur côté, touchent les plus jeunes (même s'ils sont loin d'être les seuls) et amplifient l'effet des fake news.

L'intolérance d'abord. On a observé, sur les campus, une aversion croissante à tout discours contraire à ses propres perceptions, discours qui sera alors jugé choquant, et que, de ce fait, on cherchera à interdire. Le phénomène de la *cancel culture*, qui propose d'éliminer toute référence commémorative, ou toute présence dans les manuels d'histoire, pour des personnages dont les actions ou propos, même en des époques lointaines, sont jugés politiquement incorrects, a été largement étudié et commenté. Les manifestations pour empêcher la venue d'un conférencier qui déplaît à un groupe d'étudiants dans une enceinte universitaire donnée se multiplient. Ce contexte permet potentiellement à des acteurs extérieurs de faire taire des discours via une pression des étudiants, que l'on peut au besoin mobiliser grâce à des fake news. De nombreux cas de pressions exercées par des étudiants chinois sur le traitement de sujets comme le Tibet, Taïwan ou la situation des Ouïghours au Xinjiang ont été signalés en Europe ou en Australie.²⁵ Ainsi l'annulation à Sciences Po Paris, en 2016, d'une conférence du dalaï-lama.

Narcissisme ensuite: la volonté d'attirer l'attention sur les réseaux sociaux, d'obtenir un maximum de *likes* ou de *followers*, peut amener à relayer des informations au caractère le plus sensationnaliste possible. Plus la fake news sera provocante, plus sa visibilité sera forte, à la plus grande joie de celui ou celle qui aura acquis ainsi un moment de gloire éphémère.

Cette course à l'image rejoint une autre tendance: le besoin d'identification à des personnalités publiques connaissant elles-mêmes le succès, et qui imposent souvent le narcissisme comme norme (images de soi chaque jour, savamment mises en scène, avec description minutieuse de chaque geste quotidien le plus insignifiant).

Plusieurs cas de figure se dégagent alors:

1. Des personnalités devenues publiques (comme les influenceurs) se livrent elles-mêmes à la production de fake news pour augmenter leur public.²⁶ Durant la crise du covid-19, plusieurs influenceurs avaient déclaré avoir été contactés par «une puissance étrangère» (il s'agissait souvent de la Russie), pour divulguer de fausses informations sur l'épidémie, sur la nocivité supposée des vaccins, et sur la politique de santé des gouvernements européens.²⁷

2. Des influenceurs sont créés de toute pièce à cette fin de produire des fake news, au service de puissances extérieures. C'est le cas par exemple de «Sophie décrypte»,²⁸ (on reconnaît là un plagiat du «YouTubeur» français à succès «Hugo Décrypte»,²⁹ quant à lui plus sérieux), un chaîne YouTube à la gloire du régime chinois.

25. Gattolin, A. (2021). «Mission d'information sur les influences étatiques extra-européennes dans le monde universitaire et académique français et leurs incidences.». Rapport d'information du Sénat.

26. 20 Minutes. (09 octobre 2021). «Comment certains influenceurs surfent sur les fake news pour leur business».

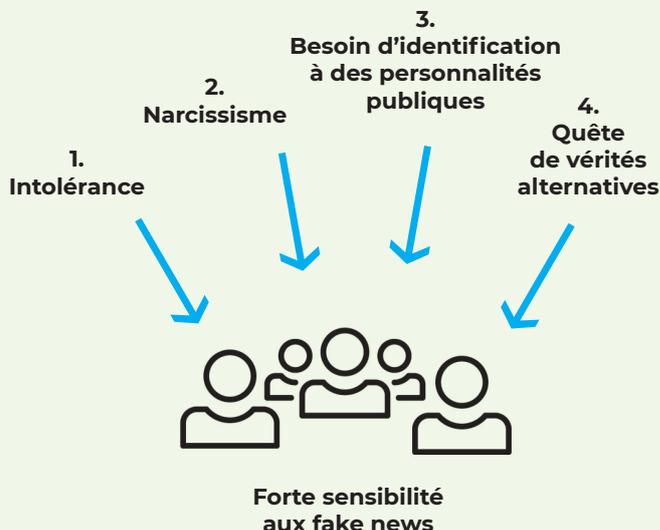
27. Le Parisien. (24 mai 2021). «Covid-19: la Russie a-t-elle voulu payer des influenceurs français pour dénigrer le vaccin Pfizer?».

28. Le Monde. (18 janvier 2024). «Fausses chaînes YouTube: quand 'Sophie décrypte' ou '360 Vision' travaillent pour un réseau d'influence pro-Chine».

29. Voir sur YouTube la chaîne @HugoDécrypte.



Les tendances sociales actuelles



Qui participe à la production et à la diffusion des fake news ?



Des personnalités devenues publiques (comme les influenceurs)

→ qui produisent elles-mêmes des fake news ou sont contactées pour les diffuser



Des influenceurs créés de toute pièce

→ dont le seul rôle est de participer à la production et la diffusion de fake news



Des célébrités comptant de nombreux fans

→ à qui on prête des préférences politiques inventées ou des propos imaginaires, et qui sont elles-mêmes victimes des fake news

3. Des célébrités comptant de nombreux fans sont victimes elles-mêmes de fake news, lorsqu'on leur prête des propos imaginaires ou des préférences politiques qu'elles n'ont jamais eues. À l'hiver 2023, la chanteuse Taylor Swift (281 millions d'abonnés sur Instagram), ainsi que d'autres stars (Beyoncé, Justin Bieber, Kim Kardashian, Elizabeth Debicki, Selena Gomez...) se vont vues attribuer de fausses citations relayant les messages du Kremlin sur la guerre en Ukraine: «Combien de temps cela va-t-il durer?», «les Ukrainiens se comportent comme des charlatans», «tout ce qu'on nous dit en Occident sur l'Ukraine est un mensonge». Aucune des célébrités citées n'a rien dit de tout cela. En décembre 2023, un rapport de Microsoft a

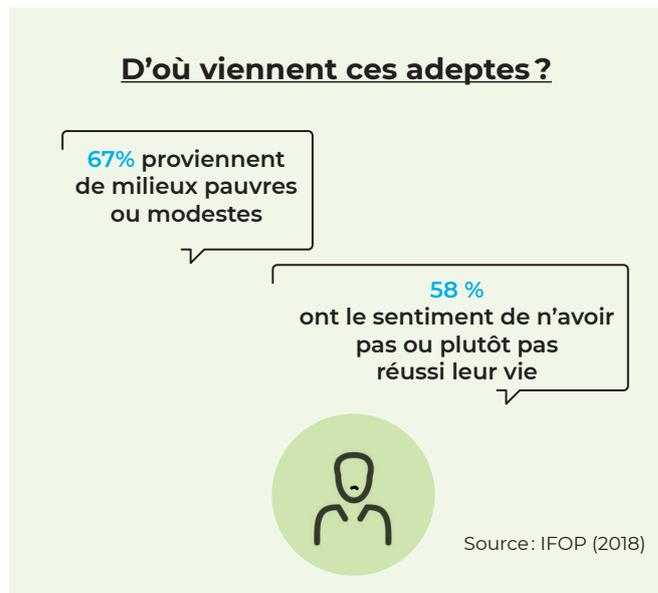
Elles sont souvent peu diplômées: plus le niveau d'études est faible, plus elles sont enclines à croire aux complots. 67 % des conspirationnistes proviennent de milieux pauvres ou modestes. 58 % d'entre eux ont le sentiment de n'avoir pas ou plutôt pas réussi leur vie. Près de la moitié (48 % à 54 %) des adeptes des thèses complotistes croient que certaines personnes ont des dons de voyance et peuvent voir ou prédire l'avenir, et 38 % à 48 % d'entre eux pensent qu'il est possible d'entrer en contact avec les esprits de personnes décédées. Les personnes croyant aux théories du complot s'informent principalement via le web (27 %) et la télévision (19 %). Et bien sûr, leur confiance envers les institutions (police, justice, médias) est beaucoup plus faible que chez les non-conspirationnistes. Si l'étude des complots est toujours particulièrement complexe,³³ on retrouve là un profil connu: des personnalités psychologiquement fragiles, peu diplômées ou peu insérées professionnellement, penchant vers ce que le sociologue Theodor Adorno et ses collègues qualifiaient jadis de «personnalité autoritaire».³⁴



On retrouve à peu près les mêmes conclusions aux États-Unis, selon les enquêtes réalisées sur le «public» du groupe conspirationniste d'extrême droite QAnon, à savoir l'importance des facteurs suivants: paranoïa, méfiance envers les institutions, les médias et les élites (les adeptes pensent que des complots secrets sont à l'œuvre dans le gouvernement et les milieux financiers); un fort besoin de contrôle de son environnement et une peur de l'incertitude; un public jeune, peu diplômé, pauvre ou modeste; un goût pour l'irrationnel (15 % des Américains estiment que les leviers du pouvoir sont contrôlés par une cabale d'adorateurs de Satan pédophiles).³⁵ Sous la présidence de Donald Trump, QAnon prétendait que des «sources sûres» (un supposé haut fonctionnaire anonyme du gouvernement américain) confirmaient l'existence d'un complot mondial impliquant des élites pédophiles visant à renverser le président. L'Internet Research Agency

estimé que cette campagne de désinformation avait touché presque 8 millions de personnes uniquement sur Facebook. Cela participait d'une opération russe d'influence, baptisée «Doppelgänger», repérée en France en juin précédent, tandis que l'agence française de lutte contre les ingérences numériques étrangères, VIGINUM, dénombrait 355 noms de domaines usurpant l'identité de médias français.³⁰ Beaucoup d'autres médias européens et nord-américains ont été touchés, y compris allemands.³¹

Enfin, ces phénomènes répondent à une demande de vérités «alternatives», générée par une méfiance vis-à-vis des discours institutionnels, que l'on observe notamment chez les jeunes, et chez des personnes présentant un profil sociologique qu'une étude de l'institut de sondage IFOP, en France, a tenté de récapituler pour la Fondation Jean Jaurès et l'observatoire Conspiracy Watch en 2018.³² Selon ce travail 55 % des personnes croyant au moins à cinq des dix théories proposées par l'étude ont moins de 35 ans.



30. France Info. (14 juin 2023). «Guerre en Ukraine: ce que l'on sait de l'opération de désinformation russe «Doppelgänger» qui a visé la France».
 31. Voir en particulier les sites du *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, du *Spiegel*, de *Bild* et de *Die Welt*.
 32. IFOP. (janvier 2018). «Enquête sur le complotisme».
 33. Boltanski, L. (2012). *Énigmes et complots. Une enquête à propos d'enquêtes*. Gallimard.
 34. Adorno, T.W., Frenkel-Brunswik, E., Levinson, D.J., & Sanford, R.N. (1950). *The Authoritarian Personality*. Harper & Brothers.
 35. Courrier International. (28 mai 2021). «Les vrais croyants complotistes de QAnon aux États-Unis».

(IRA), organisation russe de désinformation, a relayé abondamment ces contenus sur les réseaux sociaux. Ces théories de QAnon ont également trouvé un écho en Europe, où différentes théories du complot et autres fake news ont été observées³⁶ et combattues.³⁷ On se souvient notamment du groupe Reichsbürger, mouvance complottiste remettant en question la légitimité de la République fédérale et considérant le pays comme un « État occupé ».³⁸

On imagine mal, bien entendu, que ces évolutions ne touchent pas le domaine de la politique, et ne mettent pas en danger la démocratie.

À quoi croient ces adeptes ?

38 % à 48 %
croient que certaines
personnes ont des dons
de voyance et peuvent
voir ou prédire l'avenir

48 % d'entre eux pensent
qu'il est possible d'entrer
en contact avec les esprits
de personnes décédées

Leur confiance envers les
institutions (police, justice,
médias) est beaucoup plus
faible que chez les
non-conspirationnistes



Source: IFOP (2018)

36. Voir sur Statista la page *Fake News In Germany - statistics and facts*.

37. The Guardian. (26 janvier 2024). « Germany unearths pro-Russia disinformation campaign on X ».

38. L'Express. (07 décembre 2022). « Projet d'attentat en Allemagne : Qanon, antivax... Les troubles liens du réseau démantelé ».

3

Un danger pour la démocratie ?

En janvier 2024 sur son fil de l'application Telegram, l'ancien président russe Dimitri Medvedev menaçait explicitement d'ingérence les processus électoraux prévus dans l'année à venir, dans les démocraties occidentales, y compris donc les élections européennes. « Notre tâche consiste à soutenir ces hommes politiques et leurs partis en Occident de toutes les manières possibles, en les aidant « *apertum et secretum* » à obtenir des résultats décents lors des élections », a-t-il expliqué. Qui désigne-t-il ? Sans nommer aucun parti, il précise qu'il s'agit de « ces oppositions, encore irrégulières, [qui] se dressent aujourd'hui clairement contre tous les vices du mondialisme libéral actuel [...] ainsi qu'à « la politique internationale américaine ». « Leur arrivée au pouvoir pourrait radicalement améliorer le paysage politique de l'Occident », ajoute celui qui est toujours vice-président du Conseil de sécurité en Russie. Comment compte-t-il s'y prendre ? Il ne le précise pas, mais l'expression utilisée (« de toutes les manières possibles », y compris secrètes), et les enquêtes qui ont eu lieu sur les agissements russes lors de consultations électorales précédentes en Europe ou en Amérique du Nord, laissent peu de doute sur l'usage considéré des fake news.

Les principaux soupçons d'ingérence récentes dans la vie politique d'États occidentaux, ingérences largement appuyées sur des fake news, concernaient en effet des échéances électorales. Revenons sur quelques cas.

Deux exemples

L'élection américaine de 2020

Le président sortant, Donald Trump, est cette fois battu. Il refuse sa défaite et estime que l'élection a été « volée » par les démocrates. Bien que réfutées par les observateurs, y compris par le vice-président sortant Mike Pence, et bien que tous les recours légaux de l'ancien président aient été rejetés, ses allégations de fraude électorale sont largement diffusées sur les réseaux sociaux et sur les chaînes favorables à Trump, comme *Fox News*. Donald Trump a encouragé ses supporters à prendre d'assaut le Capitole en janvier 2021 pour empêcher l'investiture du nouveau président Biden, a demandé à son ex-vice-président (qui a refusé) de ne pas procéder à cette investiture. La violence de l'attaque du Capitole est restée dans les mémoires. L'épisode a alimenté la méfiance envers le processus électoral et la démocratie aux États-Unis. Au lendemain de l'élection de 2020, et toujours en 2024 à quelques mois de la nouvelle élection, près de 3 Américains sur 10, et deux tiers des sympathisants républicains, estiment que l'élection a bel et bien été « volée » par des fraudes perpétrées par les Démocrates dans certains États.

Le Brexit (2016)

Pendant la campagne du référendum portant sur la sortie britannique de l'Union européenne, de fausses informations ont circulé sur le financement de la campagne, l'ampleur de l'immigrations et les conséquences économiques positive d'un Brexit. Le tabloïd *The Sun* a affirmé que la reine Elizabeth II était favorable à la sortie du Royaume-Uni (ce qui était faux). Le nationaliste Nigel Farage, partisan du Brexit, a utilisé un poster montrant des immigrants en attente à la frontière croato-slovène, dont il prétendait qu'ils s'apprêtaient à entrer au Royaume-Uni via l'Union européenne (ce n'était pas le cas). D'autres responsables ont propagé l'information que la Turquie allait adhérer à l'Union, avec une libre entrée de ses habitants en Europe et au Royaume-Uni. Les « brexiters » comme Boris Johnson ont affirmé que le National Health Service recevrait une prime de 350 millions de livres par semaine en cas de Brexit. Le choix de sortir de l'UE l'a emporté au référendum.



On le voit, rumeurs et fausses informations ont prouvé à plusieurs reprises leur pouvoir de nuisance dans les démocraties libérales, soit en période électorale pour influencer le vote, soit à tout moment pour susciter le doute, le trouble, parfois des violences. De nombreux autres cas pourraient être cités. De nombreuses enquêtes ou rapports parlementaires ont documenté ces phénomènes, et leur exploitation par des puissances étrangères.³⁹

Un danger pour la démocratie

Pourquoi les fake news nuisent-elles à la démocratie ? Plusieurs points doivent être soulevés.

En premier lieu bien sûr, parce que le principe de l'électeur rationnel, libre de ses choix et souverain, pilier de la dynamique démocratique, est bafoué par les manipulations dont il est l'objet, par les croyances irrationnelles, les falsifications auxquelles il est amené à souscrire.

Dans un deuxième temps, constatant l'efficacité de ces manipulations, des candidats ou partis politiques sont tentés d'y avoir recours pour remporter une élection qui s'éloigne des débats responsables, pour tomber dans une guerre d'images ou de simplismes : à l'heure où nous écrivons ces lignes, des observateurs notent que la campagne électorale indonésienne (la troisième démocratie du monde en termes de nombre d'électeurs, l'élection était prévue pour le 14 février 2024), est de plus en plus dominée par le candidat qui utilise le plus le réseau social chinois Tik Tok, sans aucun argument politique mais en s'y livrant, avec ses colistiers, à des danses, en produisant de nombreuses photos épousant les modes du moment, comme la K-Pop.⁴⁰ Certaines de ses vidéos ont été vues 200 millions de fois. Quatre cinquièmes des Indonésiens ont un smartphone, et l'Indonésie est le deuxième plus grand utilisateur de Tik Tok au monde après les États-Unis, avec une moyenne de 29 heures de consultation mensuelle de cette application par habitant.⁴¹ Le réseau Tik Tok a par ailleurs été souvent pointé du doigt comme diffuseur de fausses informations.



Troisième étape : à partir du moment où d'une part la démocratie est réduite à une guerre d'image, dans le quadruple contexte déjà mentionné (intolérance, narcissisme, identification à des célébrités et quête de vérités alternatives), et où d'autre part toute vérité devient relative, ou contestée par un public complotiste, alors le «pacte démocratique» devient impossible, puisque le résultat d'une élection est lui-même considéré comme contestable. Rappelons que la démocratie est à la fois un principe, et une technique. Le principe réside dans un «pacte», par lequel le vainqueur d'une élection accepte de remettre son mandat en jeu à échéance prévue et de manière honnête, tandis que le vaincu accepte sa défaite, et le cas échéant accepte d'attendre la prochaine échéance électorale pour se représenter. La technique est celle qui permet de transformer le vote citoyen en nomination d'un gouvernement (avec un scrutin qui selon les pays peut être uninominal ou de liste, majoritaire ou proportionnel, etc.), de manière à assurer le caractère pacifique et régulier de la compétition politique. La prolifération et le succès des fake news permettent de contester les deux. Le principe est bafoué : le vaincu n'accepte plus sa défaite. La technique est vilipendée : on lui impute le «vol» possible de l'élection. C'est typiquement ce que fait Donald Trump depuis novembre 2020, un Donald Trump qui a compris mieux que beaucoup d'autres les marges de manœuvre politiques qui s'offraient dans ce monde de «post-vérité». On en arrive ainsi à une compétition politique où des candidats peuvent annoncer par avance : «soit je suis vainqueur, soit l'élection est truquée». D'autres exemples de cette rhétorique ont été constatés, comme celui de Jair Bolsonaro au Brésil.

Enfin – et peut-être, aujourd'hui, surtout – les fake news peuvent être manipulées en démocratie au profit des régimes autoritaires, comme nous en avons vu plusieurs exemples. En s'attaquant à la sérénité du processus démocratique, en le rendant contestable et en le contestant, en faisant courir des rumeurs qui accréditent le sentiment d'une société corrompue où rien ne fonctionne et où la sécurité n'est plus assurée, les fake news contribuent grandement au triomphe de la «personnalité autoritaire» (voir *supra*), au mythe de «l'homme fort» comme sauveur, et à la vague illibérale qui saisit une partie des démocraties depuis une dizaine d'années.

39. Pour le Royaume-Uni, voir : House Of Commons. (Juillet 2020). «Intelligence and Security of Parliament: Russia». En France, voir : Assemblée Nationale. (Juin 2023). «Au nom de la commission d'enquête relative aux ingérences politiques, économiques et financières de puissances étrangères – États, organisations, entreprises, groupes d'intérêts, personnes privées – visant à influencer ou corrompre des relais d'opinion, des dirigeants ou des partis politiques français». Rapport N° 1311.

40. Pop musique coréenne

41. The Economist. (1er février 2024). «Dancing to victory. TikTok is a key battleground in Indonesia's election. Liberalism is under threat in the world's third-largest democracy».

Une demande d'autorité croissante, des opinions qui doutent des bienfaits de la démocratie et se disent prêtes à accepter un régime autoritaire, sont les résultats les plus tangibles des fake news. Les plus jeunes, plus adeptes des réseaux sociaux, sont les plus défiants: **à l'automne 2023 plus d'un tiers des moins de 35 ans sondés dans 30 pays se disaient favorables à l'établissement d'un régime militaire ou autoritaire.**⁴² **La même année, 79 % des Français jugeaient la démocratie « en mauvaise santé ».**⁴³ En 2022, un sondage du Pew Research Center mesurait l'insatisfaction de plusieurs sociétés vis-à-vis du régime démocratique.⁴⁴ Les enquêtes menées aux États-Unis confirment le clivage générationnel et la défiance des jeunes à l'égard de la démocratie.⁴⁵ Ainsi les régimes autoritaires extérieurs apparaissent-ils comme vertueux: les soutiens à Vladimir Poutine en Occident dans la crise ukrainienne en attestent.

Plus pernicieux encore, la combinaison de crise démocratique dans les sociétés occidentales, et l'expertise des régimes autoritaires en matière de fake news, peuvent inciter des partis politiques en démocratie libérale à donner des gages à des puissances extérieures en contrepartie d'une ingérence électorale de la part de ces dernières en leur faveur. Quelques jours après les mots de l'ancien président russe Medvedev sur l'aide à apporter à certains candidats nationalistes, Donald Trump déclarait lors d'un meeting en Caroline du Sud que non seulement [s'il était réélu président] il ne défendrait pas les alliés de l'OTAN dont il estimerait qu'ils n'avaient pas suffisamment contribué au budget de l'alliance, mais que de surcroît il «encouragerai[t] les Russes à [leur] faire ce qu'ils veulent».⁴⁶ Chaos assuré à l'OTAN, et sentiment d'insécurité accru dans les démocraties européennes, à la plus grande joie des supporters de Trump... et probablement du Kremlin.

Peut-on remédier à ces vulnérabilités ?

Des actions sont certainement possibles, et l'ensemble des pays européens y réfléchissent actuellement. Le phénomène des fake news est désormais connu, nous savons qu'il touche notamment les publics les plus jeunes, et dès lors des programmes de sensibilisation sont à l'étude. Parmi les pistes évoquées, plusieurs sont souvent citées: une sensibilisation à l'origine des informations et un apprentissage de l'esprit critique à leur endroit; une responsabilisation (y compris pénale) des plateformes relayant les fausses informations; une plus grande transparence des financements étrangers concernant les organes d'information, mais aussi les auteurs individuels d'analyses ou d'opinion, journalistes, parlementaires, universitaires... (comme cela se fait au Congrès américain, dont les membres doivent déclarer les sommes perçues et leurs origines).



La nuisance des fake news:

4 dangers pour la démocratie

1.

L'électeur n'est plus par principe une figure citoyenne libre, rationnelle, souveraine, mais un individu manipulé et animé par des croyances fallacieuses

2.

La dynamique électorale n'est plus animée par des débats éclairés portant sur des projets responsables et réalistes mais fondée sur une guerre d'images et d'idées simplistes

3.

Le pacte démocratique n'est plus valable puisqu'ancré dans un quadruple contexte délétère (intolérance, narcissisme, identification à des célébrités et quête de vérités alternatives) et parce qu'alors tout est contesté et tout devient contestable – notamment le résultat d'une élection

4.

Le processus démocratique n'est plus ni serein, ni nuancé, mais mis en doute, bafoué dans ses principes et ses techniques, ce qui contribue à la montée, voire au triomphe, de l'autoritarisme et de vagues illibérales

42. Euronews. (15 septembre 2023). « La démocratie est-elle en voie d'extinction ? ».

43. Libération. (17 avril 2023). « Démocratie. Pour les Français, la défiance règne ».

44. Pew Research Center. (06 décembre 2022). « Social Media as seen mostly good for democracy across many nations, but U.S. is a major outlier ».

45. APM Research Lab. (18 janvier 2023). « Poll: A strong majority of Americans endorse democracy, but some - especially among younger generations - are skeptical ».

46. Public Sénat. (13 février 2024). « Menace de Trump sur l'Otan: « Si les Russes veulent être menaçants pour l'Europe, ce n'est pas pour aujourd'hui, c'est dans 5 ou 6 ans ».

La difficulté réside bien sûr à accroître la vigilance et les moyens de lutte contre la désinformation, sans remettre en cause la nature démocratique de nos sociétés européennes. Transparence et sensibilisation, donc, plutôt que « chasse aux sorcières » et stigmatisation : il n'est pas dans l'ADN européen d'obliger quiconque à se déclarer comme « agent de l'étranger ». Mais la démocratie impose la transparence, aussi bien sur la provenance des informations publiées, que sur les appartenances et financements de celles et ceux qui les rédigent. Les États, l'Union en tant qu'institution, les *think tanks* ou institutions contribuant au débat public, la presse, peuvent y contribuer. Mais rien ne se fera sans le recul critique des citoyens européens eux-mêmes.

À cet égard, rien n'est perdu. D'abord parce que les jeunes Européens, s'ils sont en quête d'un discours informationnel différent, ne sont pas pour autant partisans d'une information mensongère. Il est donc possible de les intéresser à l'actualité avec des informations certes disruptives, mais vraies, et vérifiables. Il n'est pas besoin de mentir pour être intéressant. Aux régimes autoritaires qui ont peur de la vérité et fonctionnent sur le mensonge, les démocraties doivent répondre par l'information ouverte : « op-int » (pour « open intelligence » – renseignement ouvert) et « op-news » (information ouverte, participative, sur le modèle des programmes informatiques *open source*) peuvent répondre efficacement aux fake news.

Ensuite, les démocraties réfléchissent à cette question activement depuis plusieurs mois, des premières propositions pertinentes émergent. Ainsi, l'OCDE a publié début 2024 un rapport sur ces sujets, qui avance plusieurs pistes. Mettre en œuvre des politiques pour renforcer la transparence, la responsabilité et la pluralité des sources d'information ; favoriser la résilience de la société face à la désinformation en développant notamment l'esprit critique ; renforcer la coopération internationale entre les démocraties qui font face à des menaces similaires sur le plan de la désinformation. En France, des premières mesures ont vu le jour, comme le vote en mars 2024 d'une loi aux aspects très techniques, permettant de geler les avoirs financiers des personnes qui se livrent à une activité d'ingérence, et de contraindre les instituts de recherche à déclarer les dons et versements d'origine étrangère.

Les régimes autoritaires, par les fake news, parient sur l'esprit critique des jeunes pour remettre en cause les vérités avancées par les organes d'information démocratiques. Aux démocraties d'inverser le processus, et de parier sur l'esprit critique des jeunes pour rejeter les fake news.



Les démocraties se questionnent : comment répondre efficacement aux fake news ?

Un bon exemple : la série de propositions pertinentes rassemblées autour de cette réflexion dans le rapport de l'OCDE publié en 2024

Voir : OCDE. (29 février 2024). « *Facts not Fakes: Tackling Disinformation, Strengthening Information Integrity* ».

https://www.oecd-ilibrary.org/governance/facts-not-fakes-tackling-disinformation-strengthening-information-integrity_d909ff7a-en

Recommandations



Que peuvent faire des institutions démocratiques dont se défie déjà une partie de la population, contre un phénomène si mouvant, et déjà si bien ancré dans les sociétés ? Peut-on enrayer la défaite de la raison et restaurer la foi en la démocratie ? Peut-on lutter contre les fake news dans un climat de conspirationnisme général ?

Il n'est naturellement pas dans l'ADN démocratique de répondre à des fake news par d'autres fake news, même s'il n'est jamais inutile de se doter de capacités contre-offensives en la matière, ce ne serait-ce que pour dissuader les agressions potentielles sur ce terrain.

1. Une première piste consiste à mettre en œuvre rapidement à l'échelle des gouvernements des mesures de contrôle et des législations permettant de sanctionner la diffusion de fake news avérées, de les stopper et de diffuser largement des rectificatifs, visibles et accessibles à tous publics. Des progrès ont été faits en ce sens. Des *think tanks* nombreux, des médias, étudient et relèvent les fausses informations, même si l'on peut encore regretter que ces acteurs ne soient pas en mesure d'atteindre les mêmes publics que les falsifications qu'ils dénoncent.

2. Une deuxième nécessité porte sur la responsabilisation des grandes industries de la technologie et des réseaux sociaux. Les rendre responsables des contenus diffusés, et éventuellement les sanctionner en cas d'inaction, est souhaitable, mais insuffisant. Souhaitable car ils ont davantage de moyens que les gouvernements pour contrôler leurs propres contenus et agir plus efficacement. Insuffisant car la multiplicité des plateformes permettant d'avoir accès aux fake news permet à ces dernières de voyager rapidement d'un réseau à l'autre, et ainsi de rester visibles sur la toile.

3. Troisièmement, une information, en démocratie, plus accessible aux publics jeunes, avec des choix éditoriaux tenant compte des inégalités sociales ou géographiques, devient urgent. Si le public jeune se porte vers des vérités alternatives, c'est aussi parce que l'évolution des grands médias actuels ne leur « parle » plus. Il est par exemple difficile, en France, d'intéresser la jeunesse rurale en difficulté avec une information trop parisianiste, marquée souvent par un fort entre-soi journalistique ou politique. On dialogue, se répond, s'interpelle entre élites consacrées, dans un langage souvent codé, qui accroît le sentiment d'exclusion d'une partie de la population (ce que des sociologues dénoncent depuis longtemps).⁴⁷ Des choix éditoriaux revus pour un public jeune et moins favorisé, à partir de sujets d'intérêt pour eux, sur lesquels il serait aisé de diffuser des vérités (véritables, cette fois...) trop mal connues, capterait davantage leur attention et éviterait de les abandonner aux théories complotistes et aux déstabilisations extérieures.

4. Enfin – mais c'est là un programme de très long terme – les démocraties occidentales sont désormais obligées de regarder en face le problème structurel d'une certaine faillite éducative, puisque on ne tombe pas dans l'irrationnel et la crédulité à ce point d'absurdité sans l'existence de failles importantes dans la formation de citoyens éduqués, informés et dotés d'un sens critique.



47. Gaxie, D. (1978). *Le Cens caché. Inégalités culturelles et ségrégation politique*. Seuil.

L'auteur

Frédéric Charillon Frédéric Charillon est Professeur des Universités en science politique à l'Université Paris Cité, *Senior Adviser* pour les questions de défense et de diplomatie à l'ESSEC Business School. Il a fondé et dirigé l'Institut de Recherches Stratégiques de l'École militaire, et a publié récemment *Guerres d'influence* (Odile Jacob, 2022) ainsi que *La France dans le monde* (CNRS, 2021).

Direction de la publication :

Anne Tallineau & Tobias Bütow

Rédaction en chef:

Claire Demesmay & Anne Jardin

Rédaction :

Margot Dufaux & Anya Reichmann

Lectorat:

L'Essentiel (p. 3)

Bettina Vestring

Traduction:

Hella Beister

Mise en page et design :

La petite agence parisienne

Version retravaillée 2024

Olaf Mühlmann · rübigmann.com

*Le texte reflète des opinions personnelles et non celle de l'OFAJ.
Tous les hyperliens ont été vérifiés le 20/06/2024.*

OFAJ
DFJW

OFAJ - 51 rue de l'Amiral-Mouchez - 75013 - www.ofaj.org
recherche-evaluation@ofaj.org

<https://www.ofaj.org/recherche-et-evaluation/panorama>

PANORAMA à écouter, le podcast



OFAJ/DFJW, Paris/Berlin, 2024